

La politique étrangère de la France

La France mène une politique étrangère dynamique dont le processus d'intégration européenne et le renforcement de la Communauté européenne (CE) constituent le cœur. La France a joué un rôle important dans l'adoption de « l'Acte Unique » qui constituera à partir du 31 décembre 1992, un grand pas vers la création d'un marché commun sans barrières.

Par le biais de la coopération politique européenne, la France tend à développer, de concert avec ses partenaires de la CE, des positions communes sur de nombreuses questions; elle travaille étroitement avec l'Allemagne en matière de politique étrangère, comme l'ont démontré à plusieurs reprises les initiatives conjointes Mitterrand-Kohl sur l'Union politique européenne et la sécurité européenne. La France est très active au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et Paris a reçu en novembre 1990 le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CSCE.

Elle s'est également efforcée de maintenir un dialogue étroit avec les pays d'Europe de l'Est, ainsi qu'avec l'URSS, et elle a joué un rôle de premier plan dans la création de la Banque européenne de reconstruction et de développement; c'est d'ailleurs un proche conseiller du Président Mitterrand, M. Jacques Attali, qui en a été élu président.

La France partage l'engagement du Canada à promouvoir la francophonie à l'échelle mondiale. Cet objectif commun a rapproché les deux pays. Paris, en 1986, et Québec, en 1987, ont été le siège des deux premiers Sommets de la Francophonie. Le Président Mitterrand et le Premier ministre Mulroney ont participé ensemble au troisième Sommet qui s'est tenu à Dakar en 1989. Ces sommets ont permis de constater que nos deux pays ont, à bien des égards, un point de vue semblable — qu'il s'agisse du dialogue Nord-Sud ou de la dette des pays les plus pauvres. La France sera l'hôte, du 19 au 21 novembre 1991, du quatrième Sommet de la Francophonie.

La France s'est également faite l'un des promoteurs les plus dynamiques du dialogue Nord-Sud. À plusieurs reprises, le gouvernement français a souligné que l'accroissement de l'aide aux pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est n'entraînerait pas une diminution des crédits et des efforts envers les pays en voie de développement.

Sur la scène mondiale encore, la France est l'un des pays européens qui a le plus contribué aux opérations dans le golfe Persique et elle a fait de nombreux efforts pour tenter de résoudre le conflit cambodgien.